

DIALOGUE POLITIQUE DANS HABITAT III SUR “CADRE URBAIN SOCIO-CULTUREL”

JORDI PASCUAL

Coordonateur de la Commission Culture de CGLU

QUITO, ÉQUATEUR

18 OCTOBRE 2016



Bonjour à toutes et à tous.

Je remercie sincèrement [ONU-Habitat](#) et l'[UNESCO](#) de m'offrir l'opportunité de participer à ce “Dialogue Politique” dédié aux questions liées au “Cadre urbain socio-culturel”.

Avant d'entamer ma brève intervention, je souhaitais également remercier l'attention et la fraternité que les citoyennes et citoyens de Quito nous ont offertes, à nous, participantes et participants aux réunions d'[Habitat 3](#).

Je vais réaliser cette intervention en espagnol, qui est l'une des langues officielles de la République d'Équateur.

Depuis ce forum, je souhaite saluer les peuples autochtones d'Équateur, qui cultivent une relation unique entre culture et territoire, et plus particulièrement les populations parlant les langues autochtones, dont certaines sont sévèrement menacées.

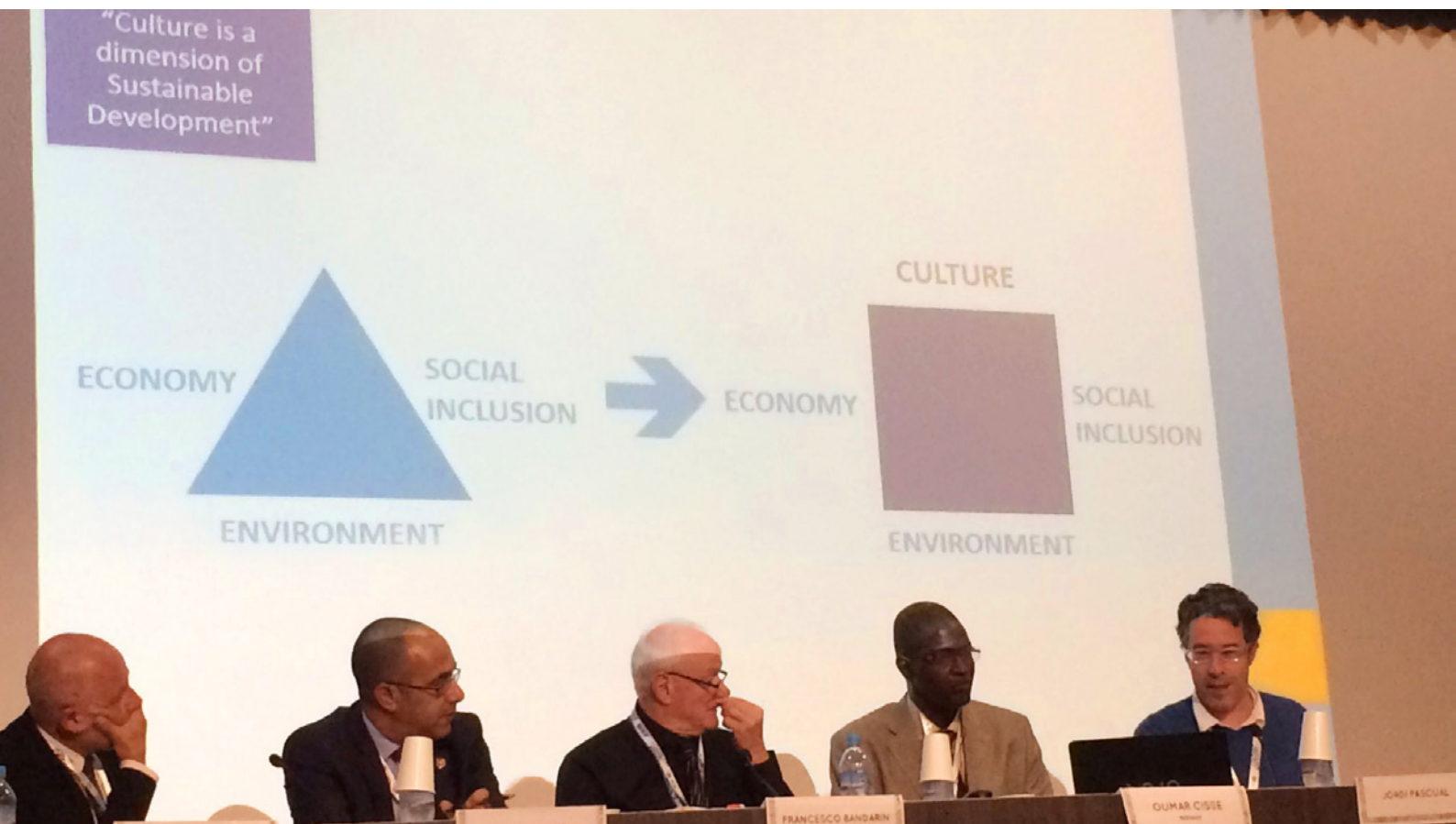
Cette intervention sera composée de quatre parties. Dans la première partie, j'expliquerai en qualité de quoi je parle. Dans la deuxième partie, je développerai la narrative que nous utilisons pour expliquer « la culture dans les villes durables ». Dans la troisième partie, je présenterai quelques éléments permettant de rendre opérationnelle cette relation. Enfin, dans la quatrième partie, j'essayerai de rendre compte de quelques observations liées au rôle de la culture dans le Nouvel Agenda Urbain.

Je vais m'appuyer sur quelques diapositives.

1.

Je m'adresse à vous en tant que coordinateur de la [Commission culture](#) de [Cités Unies](#). Cette organisation, Cités Unies, est une sorte d'ONU des villes. Une organisation qui lutte pour plus de démocratie et pour une meilleure démocratie locale, pour des gouvernements locaux qui travaillent étroitement avec leurs citoyennes et citoyens, et avec la société civile, et qui coopèrent au sein de réseaux internationaux pour une mondialisation qui promeuve la diversité.

Cités Unies travaille la culture au sein d'une [Commission](#) guidée par 11 villes du monde entier, à partir d'un document fondateur, l'[Agenda 21 de la culture](#), approuvé en 2004.



2.

La narrative que nous utilisons au sein de Cités Unies pour expliquer « la culture dans les villes durable » est simple.

Premièrement, vous pouvez remarquer que nous utilisons la préposition « dans », et non la préposition « pour », ou la conjonction de coordination « et ». Nous croyons que les questions culturelles constituent une part essentielle de tout processus qui permette de projeter une société vers son futur, quel qu'il soit. Par conséquent, « la culture dans les villes durables ».

Nous croyons que l'actuel paradigme triangulaire (piliers économique, social et écologique) du développement durable ou de la durabilité – je suis conscient que ces deux concepts ne sont pas équivalents, mais je ne dispose pas d'assez de temps pour développer cette question, veuillez m'excuser –

- N'explique pas la réalité des villes
- Ni celle du monde

En ne l'expliquant pas, il ne peut pas permettre de la transformer.

Actuellement, avec le triangle actuel du développement durable, les questions culturelles (qui sont en rapport direct avec la mémoire et le patrimoine, avec la créativité, la ritualité, la diversité et la connaissance critique) sont ignorées ou instrumentalisées, généralement considérées en second lieu ou subordonnées à d'autres causes.

Le paradigme actuel ne propose pas de chemin pour les questions culturelles.

Notre narrative est différente.

Nous considérons que nous avons l'obligation de lutter pour un changement de paradigme qui inclurait la culture comme le quatrième pilier de la durabilité.

Simple.



Nous considérons que la culture est une dimension, un pilier, ou un axe de développement durable, et qu'elle doit être traitée avec la même attention que l'on traite aujourd'hui, tant à l'échelle locale qu'à l'échelle nationale, les piliers économique, social et écologique.

Nous croyons qu'une narrative intégrant la culture comme un pilier ou une dimension explicite permet d'expliquer et de transformer nos villes, et avec elles le monde entier, vers une réalité plus démocratique, plus ouverte, plus responsable et davantage tournée vers l'élargissement des libertés de chacun des individus qui habitent la Terre.

Nous croyons que l'intégration de la culture comme un pilier supplémentaire du développement durable doit se faire sans hiérarchie ni subordination de la culture par rapport aux autres piliers économique, social et écologique.

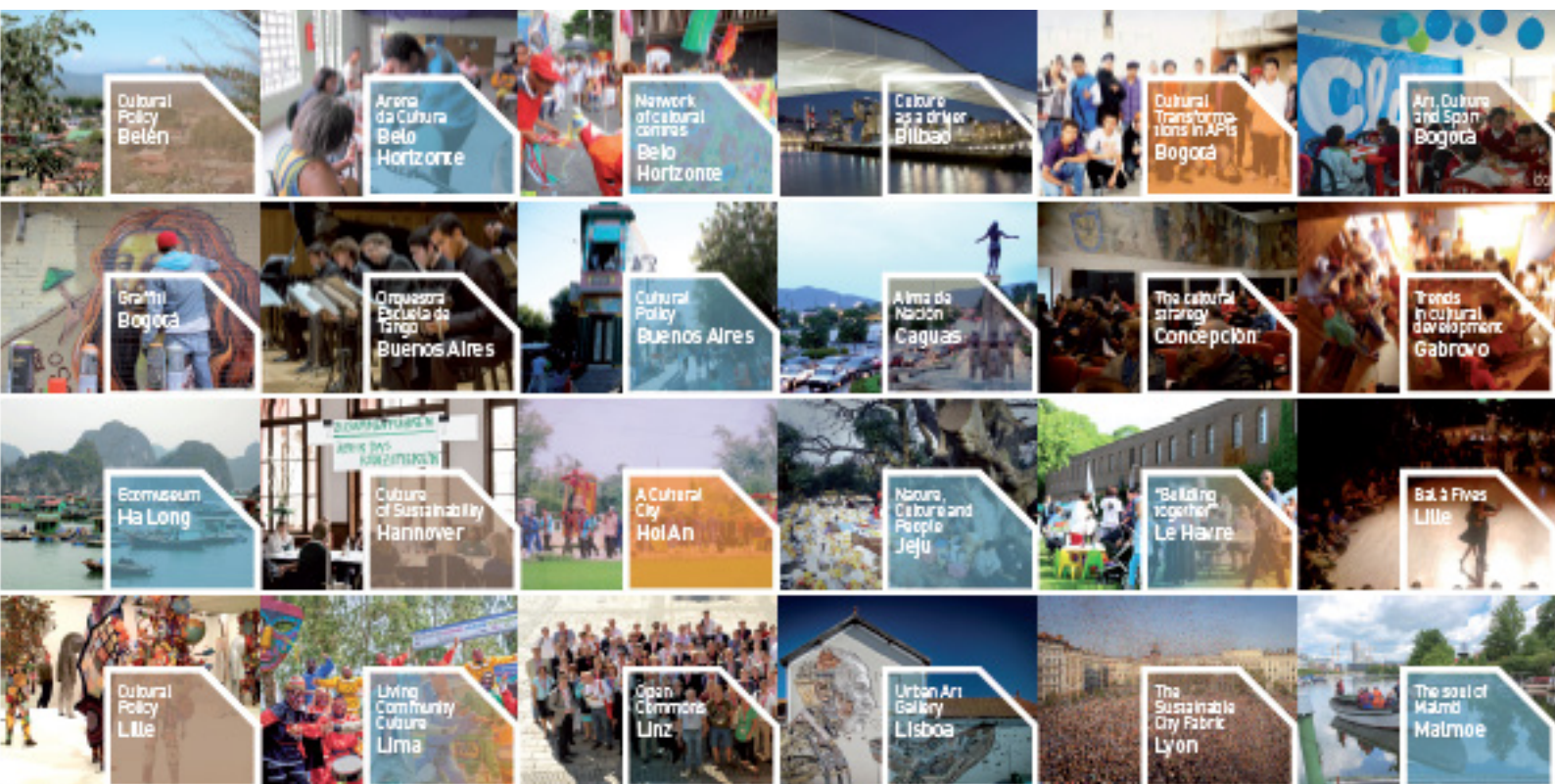
Nous croyons qu'il est nécessaire et urgent de donner à la culture une voie propre dans le débat du développement durable.

En 2009, nous avons publié un [article](#), dans lequel sont détaillées dix raisons concrètes de changer de paradigme.

Il est certain qu'aujourd'hui il en existe encore davantage.

Ne disposant pas d'assez de temps pour toutes les développer, je vais me concentrer sur deux d'entre elles :

- a. Proposer la culture comme un pilier ou une dimension force à reconnecter les 3 piliers actuels ; cette reconnexion, partant sur de nouvelles bases, permet de « localiser » et « civiliser » le paradigme. C'est-à-dire, à centrer le développement sur les facteurs locaux et à donner plus d'importance à la société civile.
- b. En n'instrumentalisant pas la culture, en la plaçant au plus haut niveau du dialogue sur le futur d'une société, cette narrative permet de renforcer le pouvoir des agents issus des « secteurs culturels » (sans lesquels aucun changement transformateur n'est possible), et surtout, de renforcer le pouvoir des individus qui ont besoin de capacités d'ordre culturel pour comprendre et transformer le monde. Le « ne laisser personne derrière » implique un travail en profondeur des questions culturelles.



En 2010, Cités Unies a approuvé à l'unanimité un Document Politique intitulé « [la culture est le quatrième pilier du développement durable](#) » lors de son Congrès triennal de Mexico, un document toujours en vigueur.

Nous croyons qu'il est urgent que la communauté internationale aborde sérieusement le débat sur le rôle de la culture au sein du développement durable.

Avec cette narrative, nous demandons une « repolitisation » du rôle de la culture au sein du développement durable. C'est-à-dire, de rendre ces questions publiques à nouveau, de les replacer au sein du grand débat sur le futur que nous souhaitons pour nos villes et nos sociétés.

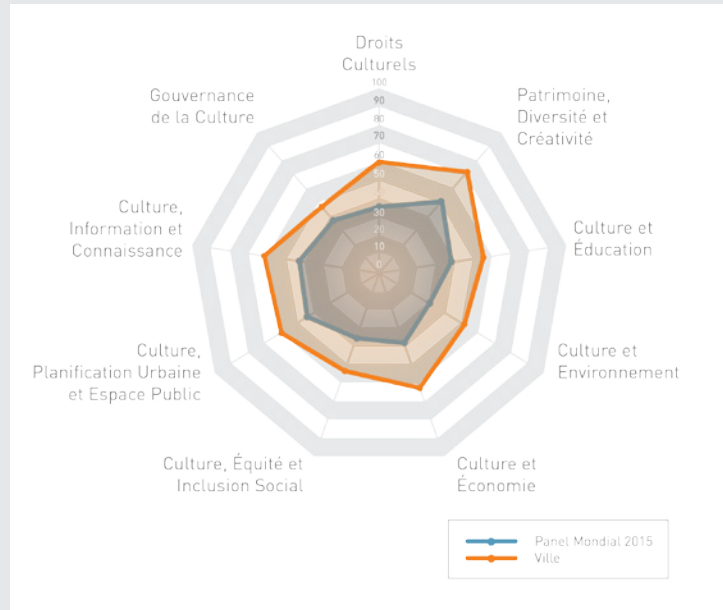
Cette narrative ne peut pas être une narrative intellectualisée, elle n'est pas une pierre philosophale permettant de considérer automatiquement les questions culturelles de manière indue. Non.

Cette narrative force surtout ce qu'on appelle les « secteurs culturels » à analyser les limites, les défis, les problèmes... Elle oblige à être très critique envers nous-même, envers les personnes et les organisations appartenant ou étant identifiées aux acteurs culturels.

Et nous avons encore beaucoup de travail à faire, tant au niveau conceptuel qu'au niveau opérationnel.

Sur le plan conceptuel, il existe encore des arguments et des mythes complexes qu'il nous faut démonter. Ces arguments sont utilisés pour minimiser ou sous-estimer le rôle de la culture au sein du développement durable. Quelques exemples de ces problèmes conceptuels : (a) qu'un manque de relation entre la culture et les droits humains persiste, (b) que la relation entre économie et culture prévale, (c) que l'approche de la culture comme « un bien en soi », comme s'il n'y avait pas de conflits ou de tensions dans ce domaine, persiste.

Sur le plan opérationnel, la réalité, dans les villes que je connais, c'est que ce qu'on appelle les « secteurs culturels » : (a) ont tendance à faire de l'élitisme, (b) sont souvent sujets à des querelles internes qui les empêchent de s'exprimer d'une seule et même voix, (c) ne parviennent pas à documenter leur impact, ni à rendre de comptes de manière adéquate et transparente, (d) ne disposent pas de politiques concrètes portant sur la culture l'accès et internet, (e) leurs grandes institutions culturelles – qu'il s'agisse de



musées, de festivals, d'auditoriums... – ne placent toujours pas la participation active des citoyennes et des citoyens au cœur de leurs programmes ou de leurs projets.

Les politiques culturelles n'ont pas pour habitude de se centrer sur les personnes. En d'autres termes, les politiques culturelles ne sont toujours pas opérationnellement orientées vers la promotion du droit à la culture en tant que droit humain fondamental.

Nous avons besoin de faire ce travail d'autocritique, tant au niveau conceptuel que sur le plan opérationnel.

Nous avons besoin d'une nouvelle gouvernance locale de la culture.

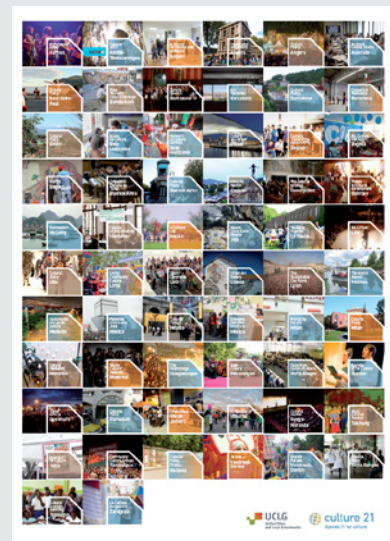
Dans l'article signé par Nancy Duxbury, Jordi Baltà, Jyoti Hosagrahar et moi-même pour le Rapport Mondial de l'UNESCO sur la culture pour le développement urbain, qui sera présenté cet après-midi même à Quito, et s'intitule « [La Culture : Futur Urbain](#) », nous développons ces questions avec un peu plus de détails. Je vous renvoie donc à cet article si vous souhaitez approfondir la réflexion dans ce sens.

3.

Alors : Comment, depuis Cités Unies et avec l'Agenda 21 de la culture, développons-nous ces questions en termes pratiques ?

Nous utilisons un document très opérationnel, qui s'adresse aux villes et aux gouvernements locaux qui souhaitent travailler en profondeur la relation entre la culture et le développement durable. Ce document développe 9 engagements et 100 actions très concrètes, viables et transformatrices. Nous avons intitulé ce document – ou ce guide – [Culture 21 Actions](#).

Les neuf champs de travail sont les suivants : (1) Droits culturels. (2) Patrimoine, Diversité et Créativité. (3) Culture et Éducation. (4) Culture et Environnement. (5) Culture et Économie. (6) Culture, Équité et Inclusion Sociale. (7) Culture, Planification Urbaine et Espace Public. (8) Culture, Information et Connaissance. (9) Gouvernance de la culture.



Dans chacune des villes de notre réseau, nous travaillons avec les acteurs en lien avec les politiques culturelles de la ville, y compris à la fois le gouvernement local et la société civile. Ainsi, notre programme de construction de capacités et d'apprentissage comprend : (a) une auto-évaluation de la réalité locale, (b) des échanges entre les villes, (c) des actions locales transformatives, (d) de la communication, et (e) l'identification de bonnes pratiques.

Un des résultats de ces programmes est ce graphique en forme de radar.

Actuellement, nous travaillons dans des villes comme Cuenca (ici en Équateur), Izmir, Lisbonne ou Jeju. Si vous souhaitez en savoir plus, vous pouvez obtenir davantage d'informations sur les pages dédiées aux villes [leader](#) et aux villes [pilote](#) de notre réseau.

Je souhaite saluer la présence dans cette salle d'Antoine Guibert, d'Enrique Glockner et de Lucina Jiménez, qui font partie de notre équipe d'experts, aux côtés de Serhan Ada, Jordi Baltà, Catherine Cullen et Beatriz Garcia. Merci. C'est un plaisir de travailler avec vous.

À Cités Unies, avec l'Agenda 21 de la culture, nous organisons également :

- Les années paires, le « [Prix International CGLU – Ville de Mexico – Culture 21](#) », qui reconnaît des villes et des personnalités. Le prix a attiré l'attention de 56 candidates lors de la première édition (en 2014) et de 83 candidates lors de la deuxième édition (en 2016).
- Lors des années impaires, une réunion importante, les « états généraux » des politiques culturelles des villes et de tous les acteurs concernés par le rôle de la culture dans une mondialisation que nous souhaitons plus citoyenne et plus démocratique. Ainsi, nous avons organisé en 2015 le [Sommet de Bilbao](#) et nous nous apprêtons à assister au [Sommet de Jeju](#), du 10 au 13 mai 2017.
- Un programme de [bonnes pratiques](#), avec quelques 120 exemples bien documentés.
- Une ligne de communication, avec une [info](#) bimensuelle très visuelle, et une présence au sein de plusieurs réseaux sociaux.



4.

Je ne voulais pas terminer cette intervention sans souligner le travail de sensibilisation et de plaidoyer international (en anglais, c'est plus facile : advocacy) que nous menons avec Cités Unies, avec l'Agenda 21 de la culture.

Sur la période 2013-2015, nous avons lutté pour que les questions culturelles soient intégrées à l'Agenda 2030, ainsi qu'au sein des Objectifs de Développement Durable (ODD).

- Nous avons promu une coalition mondiale intitulée « Le futur que nous voulons intègre la culture », également connue comme [#culture2015goal](#), composée de réseaux culturels des états, de villes et de divers domaines de la société civile.
- Nous avons publié quatre documents avec les contenus suivants: (a) comment pourrait-on avoir un « Objectif » dédié à la culture au sein des ODD; (b) quels pourraient être les « Cibles » liés à la culture dans les ODD ; (c) quels « Indicateurs » seraient les plus adéquats ; (d) ainsi qu'un document de conclusion.
- Ces quatre documents peuvent être téléchargés sur [cette page](#) de notre site web.

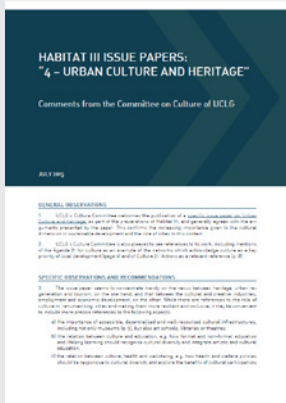
Le titre du document de conclusion de cette campagne, « La culture dans le document final des ODD: des progrès, mais encore plusieurs étapes restent à franchir » démontre que nous ne sommes pas assez satisfaits des résultats atteints.

Sur la période 2014-2016, nous nous sommes battus pour le Nouvel Agenda Urbain soit explicite et opérationnel sur les questions qui traitent du rôle de la culture dans les villes durables. Nous avons été présents lors des 3 comités préparatoires d'Habitat 3, nous avons rédigé (avec plusieurs des réseaux de la coalition [#culture2015goal](#) ce [document de positionnement](#)) et nous avons fait inscrire nos aspirations dans l'unité d'analyse («[policy unit](#)») consacré au « Cadre socio-culturel urbain ».

Le résultat est inégal.

Nous croyons que le [Nouvel Agenda Urbain](#), qui sera approuvé à Quito, est un document intéressant car :

- Dans le préambule, plusieurs mentions intéressantes au développement culturel (paragraphe 4), à la diversité culturelle (paragraphe 10), et aux expressions culturelles (paragraphe 13) apparaissent.
- Dans la section « plan d'application » plusieurs phrases sont positives.
- En premier lieu, sur les « services » culturels pour l'inclusion et la compréhension mutuelle (paragrapes 26, 34 et 37).



- Il y a une reconnaissance de la contribution du patrimoine et des industries culturelles au développement économique (paragraphe 45 et 100).
- Certaines phrases intéressantes sont consacrées au rôle du patrimoine naturel et culturel en tant qu'élément clef des politiques urbaines intégrées (paragraphe 38).
- Sûrement la mention la plus solide : la considération du patrimoine et de la culture dans l'urbanisme et au sein des plans urbains est sollicitée (paragraphe 97, 124 et 125).
- L'importance des peuples autochtones et des communautés locales dans la promotion et dans la diffusion du patrimoine culturel matériel et immatériel, ainsi que dans la protection des expressions et des langues traditionnelles, est évoquée (paragraphe 125).

Cependant, le Nouvel Agenda Urbain n'en est pas moins un document faible sur les points suivants:

- La culture n'est pas reconnue comme quatrième pilier du développement durable.
- Il n'existe aucun chapitre consacré aux questions culturelles
- Il ne contient aucune mention à la créativité, ni aux arts, ni à la ritualité, ni à la connaissance critique, ni à la relation entre culture, accès et internet... Des questions qui sont pourtant aujourd'hui fondamentales dans la vie urbaine.
- Plusieurs éléments transversaux des politiques urbaines, tels que la relation entre culture et éducation, ou la relation entre la culture et le tourisme, n'apparaissent pas non plus.

(Un commentaire tangentiel, mais important. Dans les débats de l'[Habitat 3 Alternatif](#), qui se déroulent ces jours-ci à Quito, et dont le programme est rempli de contenus aussi intéressants -sinon plus- que ceux du programme officiel, les questions culturelles n'apparaissent pas non plus assez).

5.

Enfin, ce sont les Objectifs de Développement Durable que nous avons.

Et c'est le Nouvel Agenda Urbain que nous allons avoir.

À partir de ces documents, nous devons travailler.

Et nous travaillerons.

Je souhaitais terminer par un appel à l'action. Locale et globale.

- Nous avons besoin de plateformes locales solides sur la culture, qui inclue la société civile, les institutions culturelles, les gouvernements locaux et les autres acteurs.
- Nous avons besoin d'une forte connectivité globale au sein du domaine de la culture, qui sache réunir la société civile, les villes, l'UNESCO, les autres agences des Nations Unies et les gouvernements nationaux.

S'il vous plaît, ne vous contentez pas de regarder ces processus depuis les gradins.

Connectez-vous dès aujourd'hui à ces débats, et devenez actifs au sein des réseaux.

Montez sur scène.

Merci.

CONTACT

Commission culture

Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU)

info [at] agenda21culture.net

@agenda21culture

La Commission culture ode CGLU est co-présidée par Buenos Aires et la Ville de Mexico, et Vice-présidée par Angers, Belo Horizonte, Barcelone, Bilbao, Bogotá, Jeju, Paris et Porto Alegre.



Buenos Aires Ciudad



CDMX
CIUDAD DE MÉXICO

